

EDITION SPECIALE sur la GREVE RENAULT



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la IV^e Internationale)

MERCREDI 30 AVRIL 1947

REDACTION, ADMINISTRATION

100, rue Réaumur, 100

PARIS (2^e)

Téléphone : GUT. 80-60

C. C. P. PARIS 5479-17

Prix : 2 francs

Malgré chantages et manœuvres des bonzes syndicaux RENAULT SUIV LE COMITE DE GREVE LA LUTTE EST ENGAGÉE POUR LES 10 FRANCS VERS LA GRÈVE GÉNÉRALE

RÉPONSE aux calomnies

DANS son numéro du 29 avril, *l'Humanité* dénonce « le caractère provocateur de la grève déclenchée, vendredi, dans certains ateliers » de chez Renault. Elle complète sa petite ordure en faisant allusion à des « éléments troubles » qui « dirigent uniquement leurs coups contre la C.G.T. ».

DIVISION ?

Encore une fois, *l'Humanité* se sert des pires mensonges pour justifier sa politique de capitulation et de trahison. Les pancartes des grévistes : « Pas de division ! Unité d'action ! etc. », sont déjà une cinglante réponse.

En réalité, c'est la C.G.T., elle-même qui se condamne à mort par sa passivité. Les ouvriers qui débrayent pour défendre leurs conditions de vie et leurs salaires, sont les meilleurs partisans de l'unité de la C.G.T., la vraie unité dans l'action, dans le combat.

Ils se heurtent aux bonzes syndicaux, devenus de véritables briseurs de grèves. En se liant au gouvernement, la C.G.T. paralyse toute revendication, divise les ouvriers entre eux, calomnie ceux qui refusent de se laisser faire.

Or, la seule façon de sauver la C.G.T. est d'en faire ce qu'elle n'aurait jamais dû cesser d'être, une organisation de lutte contre la bourgeoisie. Ceux qui ont compris cela, ne s'attaquant pas à la C.G.T., mais à la politique de trahison de ses dirigeants, ils veulent une C.G.T. puissante et efficace, une C.G.T. de lutte de classe, ils veulent porter des coups, non à l'unité syndicale, mais à leur ennemi bourgeois.

ATTAQUE DES NATIONALISATIONS ?

Les bureaucrates staliniens jouent aussi à la vieille corde des nationalisations. Si vous revendiquez, expliquent-ils, vous jetez le discrédit sur l'entreprise nationalisée, vous prêtes le flanc aux attaques réactionnaires qui se serviront du mauvais fonctionnement des nationalisations pour les abattre.

Dites-nous donc QUI est responsable du mauvais fonctionnement des nationalisations, le gouvernement de coalition qui en a fait une farce, ou les ouvriers qui végètent dans la misère ? Si on a fait de ces nationalisations une opération qui ne change

rien à l'exploitation des ouvriers, qui ne change rien aux bénéfices des patrons, peut-on reprocher aux travailleurs de dire qu'ils en ont assez ?

Des nationalisations sans indemnité ni rachat pour les gros actionnaires, faites sous contrôle ouvrier auraient été une arme aux mains des travailleurs contre la bourgeoisie. Au lieu de cela, on a fait des nationalisations, une arme dirigée contre les ouvriers. Ceux de chez Renault sont plus mal payés que ceux des entreprises privées. Il s'agit de transformer ces nationalisations au profit de la classe ouvrière, et cela ne peut être obtenu que par l'action de classe.

LE JEU DE DE GAULLE ?

Et on dit aussi : « le désordre profite à de Gaulle ». Mais la grève n'est pas le désordre. La grève ne profite pas à de Gaulle, au contraire. Ce qui lui sert, c'est l'impuissance, la démoralisation qui gagne les travailleurs devant la honteuse passivité de leurs syndicats. Au contraire, l'affirmation de la force ouvrière est le seul barrage efficace contre de Gaulle. L'apprenti dictateur ne viendra pas à bout d'une classe ouvrière qui sait se défendre. En ce sens, les grévistes de chez Renault ont raison de faire confiance à l'action ouvrière, et à elle seule, pour abattre la réaction.

PAS DE POLITIQUE ?

Enfin, un dernier argument, qui n'est pas stalinien celui-là, risque de semer une certaine confusion. Des ouvriers, dégoûtés à juste titre du rôle de jaunes des bonzes de la C.G.T., déclarent : « On ne veut plus rien avoir à faire avec les partis, leur politique est infecte, etc. ». On les comprend, mais ce n'est pas un problème de suppression de « la » politique, c'est un problème de choix d'une bonne politique. Pour nous, communistes internationalistes, nous n'en avons qu'une, et depuis longtemps : celle de la lutte ouvrière, du recours à tous les moyens (y compris la grève) pour imposer au patronat et au gouvernement les revendications des travailleurs, de la solidarité nationale et internationale des ouvriers. C'est cette politique qui nous permet de soutenir aujourd'hui à fond le mouvement de chez Renault, de dire à tous les camarades : « Bravo, la lutte est engagée, il faut vaincre ».

Louis MAGNIN.

PENDANT des mois et des mois, ILS nous ont dit « produire, produire pour le relèvement national ».

ILS nous ont imposé le blocage des salaires, jetant les travailleurs dans la ruine et la misère.

ILS nous ont imposé les primes à la production, semant la division parmi les travailleurs.

Devant les protestations ouvrières, craignant d'être débordés par la colère des masses laborieuses, ILS nous ont noyés de discours.

ILS nous ont promené dans d'innombrables « processions ».

Et suprême arme de combat, ces « dirigeants ouvriers » traités à leur classe, déposaient sur les bureaux de leurs complices des pouvoirs publics des résolutions « énergiques », des protestations « catégoriques », vite oubliées par ceux dont le minimum vital s'inscrit en chiffres sur sept colonnes.

Le jardin en friche

ILS, les chefs géniaux du P.C.F., les dirigeants ouvriers de la S.F.I.O. et de la C.G.T. nous ont expliqué, à nous, ouvriers qui ne comprenons pas les finesses de la politique nationale que : la France est un jardin en friche devant lequel souffre de faim la population laborieuse ; il nous fallait piocher, bêcher, semer, souffrir encore jusqu'à la prochaine récolte qui grâce aux sacrifices nécessaires serait l'abondance pour TOUS.

TOUS, c'était le propriétaire de ce terrain inculte, le capitaliste.

Encore entourés d'un prestige immérité, ILS se sont faits les porte-paroles de ce propriétaire, à l'usine, au bureau, dans le gouvernement. Infâme collaboration de classes qui aboutit aujourd'hui à frustrer les travailleurs de la revendication la plus modeste, la plus immédiate, celle-là même des 7.000 francs devenue : « indemnité mensuelle temporaire et exceptionnelle de vie chère appliquée aux salaires les plus anormalement bas ».

Mais à la veille de ce premier mai 1947, les ouvriers des usines Renault se sont ressaisis, livrent le combat pour les salaires, se mobilisent sur une revendication centrale. Une revendication mise en avant depuis des mois par notre parti : DIX FRANCS

(Suite en page 2.)

CE NUMERO SPECIAL EST
ENVOYE GRATUITEMENT
A TOUS NOS ABONNES.



Attention, messieurs les bourgeois !
ÇA REMUE !

PAS DE DIMINUTION DE LA RATION DE PAIN !

LES grévistes de chez Renault ont inscrit sur leurs pancartes : « Du pain ! »

Ils expriment une revendication de toute la classe ouvrière et de tous les pauvres gens à l'heure actuelle.

La dernière récolte de blé est l'une des meilleures depuis de nombreuses années ; si, par conséquent, rien ne justifie qu'une crise du pain éclate en avril. Il faut admettre que les paysans n'ont pas livré leur blé. La raison en est très simple : on a fixé le prix du blé trop bas, tandis que des céréales secondaires (servant à la nourriture du bétail) coûtent presque aussi cher, ou même plus cher, comme le maïs. C'est là un aspect entre beaucoup d'autres de l'incurie et de la pagaie gouvernementales.

En outre, les gros meuniers spéculent sur le blé et constituent des stocks. Qu'il s'agisse d'eux ou de la gabegie administrative, le sens de la crise du pain est toujours le même : la bourgeoisie ne s'est occupée que de ses profits, la production et la répartition ont été organisées par l'Etat bourgeois auquel participent les chefs socialistes et communistes en fonction des profits capitalistes, sans aucun souci des conditions de vie des masses laborieuses. Les masses payent aujourd'hui les frais de cette politique.

Quelles sont les solutions ?

Pour que les paysans livrent leur blé REVALORISEZ LE PRIX DU BLE SANS AUGMENTATION DU PRIX DU PAIN.

L'argent nécessaire doit être trouvé par l'EXPROPRIATION DES GRANDS MOULINS SANS INDEMNITE NI RACHAT. Si cela n'est pas suffisant : FAITES PAYER LES RICHES, appliquez un impôt spécial aux grandes sociétés et aux grosses fortunes.

Pour stopper les manœuvres des spéculateurs, SUPPRIMEZ LES INTERMEDIAIRES, mettez sous CONTRÔLE OUVRIER les grands moulins expropriés.

La classe ouvrière n'a pas à payer par de nouvelles privations les manœuvres capitalistes et l'impuissance de l'Etat bourgeois. Si c'est nécessaire, qu'on achète du blé aux pays qui peuvent en exporter. Qu'on l'importe sous le contrôle des syndicats de ces pays et sous le contrôle des syndicats français. Qu'on fasse également payer les charges de ces importations par les riches dont la table n'a jamais manqué — même sous l'occupation — ni de pain, ni de toutes sortes d'aliments riches en calories.

De toute façon, pas de nouvelles restrictions.

Pas de diminution de la ration de pain !

P. PARISOT.

HISTOIRE DE LA GRÈVE

Au mois de février, les départements 6 et 18 sortaient un cahier de revendications réclamant une augmentation de 10 francs de l'heure.

Le 27 février, ce cahier était proposé à M. Lefaucheux, patron de la « Régie Renault » par les délégués de la C.G.T. On répondit que M. Lefaucheux était au Maroc.

A la mi-mars, nouvelle démarche. M. Lefaucheux n'était pas encore là. C'est un monsieur qui voyage beaucoup quand ses ouvriers revendiquent.

Fin mars, la direction disait : « Non ». Les ouvriers des départements 6 et 18 organisèrent quelques jours plus tard une réunion à la sortie de la cantine pour examiner la situation. La grève fut envisagée.

Le débrayage de vendredi

Vendredi 25 avril, dès 6 h. 30, les ouvriers de ces ateliers débrayaient, la grève était votée à mains levées. A midi, M. Plaisance, dirigeant syndical, qui avait promis de se ranger

aux décisions de la majorité, se rendait à l'improviste avec un micro sur la place Nationale, arranguait les ouvriers, calomniait les grévistes, essayait d'isoler le mouvement.

Le meeting de lundi

La réponse à cette manœuvre fut un meeting organisé lundi, au même lieu, par les grévistes. Prés de 4.000 travailleurs y assistaient. L'action directe fut acclamée ; M. Plaisance et ses pareils n'osèrent pas prendre la contradiction.

Les dirigeants de la grève, coupés par de chaleureux applaudissements, expliquèrent la nécessité de l'action directe. « Les dix francs de l'heure, déclara Bo's, sont une revendication qui a déjà été présentée par la C.G.T., mais celle-ci s'est inclinée devant le gouvernement qui refusait toute augmentation de salaires. Eh bien ! nous nous ne céderons pas. La grosse majorité des ouvriers en a assez... »

Intervention du Front ouvrier

Le camarade Lambert, au nom du Front ouvrier : la tendance syndicale qui depuis plus d'un an lutte pour un redressement de la C.G.T., monta à la tribune pour apporter officiellement, aux grévistes, l'appui des amis de Front ouvrier. Il leur rappela la nécessité de l'action directe, de sa généralisation et répondit aux objections des briseurs de grève.

Manœuvres de la C.G.T.

Pendant que les débrayages se multipliaient, dans l'après-midi, la C.G.T. tenta une nouvelle manœuvre. Elle décida d'organiser, le soir, à 5 h. 30, un meeting place Nationale et M. Plaisance, son habituel commis voyageur, pour briser la grève. M. Plaisance fut reconduit « poliment » encadré par des hommes décidés à lui faire comprendre le droit de se taire qu'il a bien mérité. Quant au meeting du

(Suite en page 2.)

Ra.D.A.R.

EN BAVARDANT avec les grévistes...

Vendredi, après-midi.

« Nous en avons marre. Nous ne sommes pas d'accord pour de simples défilés, pour des discours qui ne nous donnent rien à croquer. C'est ce que me dit le premier gréviste avec qui je parle. Il a été mobilisé pendant quatre ans. Il revient d'Indochine. On n'est pas révolutionnaire, continue-t-il, mais il faut vivre. On trouve bien de l'argent pour faire la guerre, mais les patrons prétendent ne pas en avoir pour nous payer. — J'ai touché 7.230 francs pour un mois, reprend un vieil ouvrier. Que veux-tu faire avec une paye pareille ? Il ne faut pas avoir peur, il faut aller de l'avant, changer les cadres du syndicat. »

De semblables déclarations, c'est par dizaines que j'en ai entendues dans les deux seuls ateliers qui sont en grève. Ce qui est frappant, c'est la volonté unanime des gars d'étendre la grève et de pousser la lutte jusqu'au bout.

Samedi, 11 heures.

Parlant du salaire au rendement, tant vanté depuis la Libération par les bonzes syndicaux, une ouvrière me dit : « On a toujours peur d'être coulé, c'est un supplice que de travailler dans ces conditions... Et faisons un bel article dans « La Vérité ».

Lundi

La grève s'est étendue. A l'issue du meeting qu'ils ont tenu à midi devant plus de trois mille travailleurs, les gars ont élu leur comité de grève. Ils se sont ensuite rendus dans les autres ateliers qu'ils n'ont pas eu grand mal à faire débrayer. Peu à peu, cette immense ville qu'est Renault devient silencieuse. Les tracts de la Fédération des Métaux appelant à reprendre le travail gisent par milliers, déchirés, ils s'incrustent dans le macadam chaud. A l'atelier 295 (entretien), les bonzes ont traité le délégué des grévistes de « provocateur trotskiste ». Des cris ont fusé : « Et puis après ? » — « On la connaît ». Les gars rigolaient. Ils sont trop décidés à mener la bagarre eux-mêmes pour se laisser raconter qu'ils sont menés par le bout du nez de l'extérieur.

Mardi, quatre heures.

Cette fois, ils sont plus de vingt

DES DIRIGEANTS DU P.C.I. INCULPÉS pour la campagne contre la guerre d'Indochine.

Nous relaterons dans notre numéro du 2 mai, comment les secrétaires du Parti Communiste Internationaliste ont été appelés, le 28 avril, devant la Brigade criminelle, sur commission rogatoire d'un juge d'instruction, pour s'entendre inculper « d'atteinte au moral de l'armée ou de la nation » à propos d'une affiche de notre parti « A bas la guerre d'Indochine ! »

Les colonialistes se défendent contre ceux qui luttent pour la libération des peuples coloniaux, et le citoyen Depreux met à leur disposition son armée de flics. Les Joanovici et autres collaborateurs courent toujours, mais on poursuit les dirigeants révolutionnaires !

CAMARADES,

« LA VERITE » PARAÎT TOUS LES VENDREDIS DANS LES KIOSQUES, SUR QUATRE PAGES GRAND FORMAT. LISEZ DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO (PARAISANT EXCEPTIONNELLEMENT SAMEDI PROCHAIN, A CAUSE DU 1^{er} MAI) LE COMPTE RENDU DETAILLE DE LA GREVE RENAULT ET TOUTES NOS INFORMATIONS SUR LES LUTTES OUVRIERES.

Histoire de la grève

(Suite de la première page.)

soir, il se déroula, ou plus exactement s'étouffa sous les huées des travailleurs.

Hénaff est sifflé

Mardi, Hénaff venu, à 12 h. 30, apporter les prétendus résultats de pourparlers avec la direction, sans l'avis des ouvriers, évidemment, s'entendit répondre, sous les sifflets, que les grévistes ne reconnaissent pas leurs comités démocratiquement élus, qu'ils ne voulaient pas de miettes, crêver de faim, être des forçats.

Mardi après-midi, une assemblée décida d'envoyer une délégation large chez M. Lefaucheur, le patron.

Une visite à Lefaucheur

Le « comité de grève » porté littéralement par les grévistes, s'entendit répondre que le patron était au ministère. Les travailleurs insistèrent pour être reçus, exigèrent d'entendre le coup de téléphone donné par le gérant à son chef. Lefaucheur les reçut alors dans la soirée.

Pendant ce temps, une délégation des bonzes de la C.G.T., conduite par Hénaff, s'est mise d'accord avec Croizat sur une « proposition transactionnelle » à soumettre au Conseil de cabinet.

Mais les dirigeants de la grève ne veulent pas d'aumône ; ils maintiennent leurs revendications. Et ils ont bien raison.

G. MERY.

USINES EN GREVE, ELISEZ
DEMOCRATIQUEMENT VOS
COMITES ; ENVOYEZ DES
DELEGUES AU COMITE
CENTRAL DE GREVE DE CHEZ
RENAULT, RUE COLLAS, A
BOULOGNE - BILLANCOURT.

Renault suit...

(Suite de la première page.)

D'AUGMENTATION DE L'HEURE SUR TOUS LES SALAIRES. DIX FRANCS, PREMIER ACCOMPTE A VALOIR SUR UN MINIMUM VITAL.

Dix francs, revendication immédiate, premier pas vers un véritable salaire POUR VIVRE, un combat qui nous montre où sont les briseurs de grèves, les jaunes, ceux qui s'opposent aux revendications de la base : les « dirigeants » de la C.G.T.

Pour eux la grève est toujours l'« arme des trusts », mais lorsqu'ils se sentent débordés, ils lancent à leur tour l'ordre de débrayer.

C'est vrai que l'action discrédite cette C.G.T.-là, la C.G.T. des « dirigeants » ; mais elle redonne son véritable sens au syndicalisme, à ce que DOIT ETRE LA C.G.T. (Ils sont nombreux les ouvriers de chez Renault qui se posent la question : « Qui donc nous trahissait lors des luttes antérieures ? » et ils se souviennent de Costes, en mars 1938, au square Henri-Barbusse, faisant l'impossible

pour empêcher le débrayage, ils se souviennent que les mêmes dirigeants qui les privèrent de directives syndicales hier, les trahissent ouvertement aujourd'hui).

Aujourd'hui les dix francs sont un premier pas ; ces dix francs doivent regrouper non seulement tous ceux qui veulent un salaire décent : les blanchisseuses, les ouvriers des sucreries Say, les employés des transports, de chez Unic, etc...

Dans toutes les usines, dans tous les bureaux, à travers toute la France ces dix francs doivent réunir dans un même combat tous les exploités. Renault nous montre la voie vers la victoire.

Premier pas vers un minimum vital, premier pas vers une vraie C.G.T., premier coup aux tripes du capitalisme pourri et de tous ses valets.

LAMBERT.

Dernière heure...

ON NE NOUS REFERA PAS LE COUP DES 25 %

ILS ont d'abord traité « d'hitléro-gaullo-anarcho-trotskystes » ceux qui ont fait débrayer l'action pour les 10 francs.

Mais nos « dirigeants » cégétistes, devant le succès de ce mot d'ordre, que notre parti a défendu pendant des mois, et qui est repris aujourd'hui par les 30.000 ouvriers de la plus grande usine de France, ont peur d'être débordés de toutes parts.

Habiles jésuites, ils veulent, en reprenant à leur compte la formulation de la revendication (10 francs), nous endormir une fois encore.

Pour nos « bonzes », les 10 francs deviennent une prime à la production. ILS restent fidèles à leur politique de trahison.

ILS voudraient être tranquilles pour organiser la « procession » de leur « Fête du Travail ».

C'est ainsi que le bureau de l'Union syndicale des métaux de la R. P. organise une réunion des cadres de la métallurgie pour le vendredi 2 mai où ils mettront en avant cette revendication pour la région parisienne seulement.

Nous démasquons la manœuvre aux yeux de tous les travailleurs.

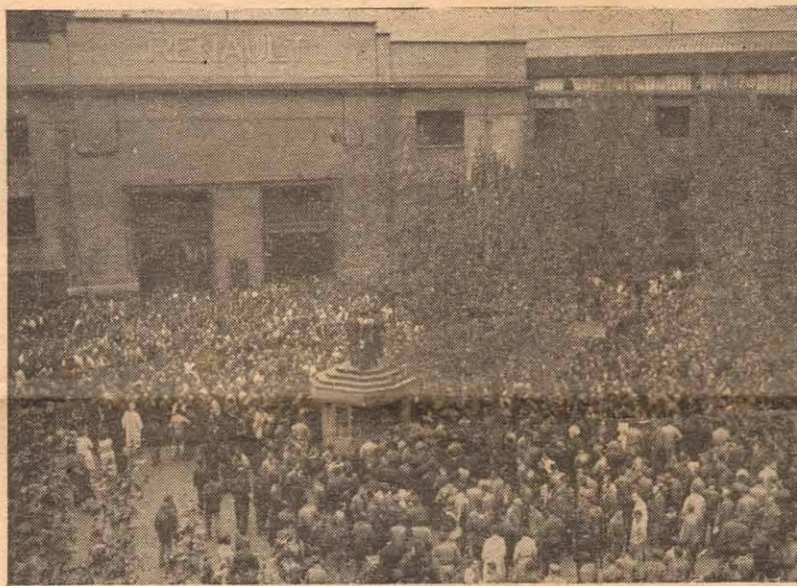
Les éléments troubles sont ceux qui troublent la claire conscience des travailleurs par la politique de collaboration de classe empêchant ainsi, à travers la lutte pour les salaires, le véritable combat contre la réaction.

La lutte de Renault doit entraîner aussi la province ; la revendication est la même pour tous dans toutes les usines, dans tous les bureaux. Pas seulement la métallurgie et la région parisienne, mais toutes les corporations et toute la France.

La généralisation du combat est à l'ordre du jour.

Les travailleurs maintiendront LEURS revendications. LA SEULE DIRECTION DES LUTES EST C E L L E DEMOCRATIQUEMENT ELUE DANS L'ACTION PAR LES TRAVAILLEURS EUX-MEMES.

B. LANDAU.



La foule des grévistes écoute attentivement les orateurs du comité de grève.



« Tous unis pour les 10 francs », « Pas de divisions », « Unité d'action », les pancartes sont une réponse cinglante aux calomnies des bonzes de la C.G.T.

RENAULT FORTERESSE de la classe ouvrière

Dans chaque pays, il existe une usine dont l'importance dans la lutte de classes l'a fait entrer dans l'histoire ouvrière comme une forteresse défendant les intérêts des travailleurs.

En Russie, c'était Poutilov qui était à l'origine des grands mouvements révolutionnaires et de la Révolution de 17 elle-même.

En France, c'est Renault. Le mouvement de juin 36 n'est devenu une grève générale véritable qu'à partir du moment où Renault est entré dans la danse.

En 1938, Renault clôturait une longue série de luttes héroïques. Renault débrayait en mars-avril. Et la dernière bataille de cette avant-guerre commençait le 25 novembre avec la grande grève de Renault. Le préfet de police Langeron faisait cerner l'usine et dirigeait l'assaut contre les ouvriers.

En 1944, l'entrée de Renault dans la grève insurrectionnelle assurait la victoire de la classe ouvrière.

Quand en 1947 on voit Renault reprendre à nouveau le drapeau de la lutte, malgré les bonzes syndicalistes, la classe ouvrière française toute entière doit méditer cet exemple et s'apprêter à le suivre.

EXTRAIT DU TRACT

distribué samedi par les ouvriers du secteur Collas

Ce que nous voulons ? Un salaire minimum vital, c'est-à-dire, pour nous limiter au chiffre de la C. G. T., de 7.000 francs par mois, 10 Francs d'augmentation sur le taux de base.

La direction nous répond qu'elle n'est pas autorisée par le gouvernement pour augmenter les salaires. Mais la direction a bien trouvé le moyen d'obtenir l'autorisation du gouvernement quand il lui a fallu payer la note de 30 % d'augmentation sur les produits sidérurgiques (voir bulletin Lefaucheur). Mais, s'il y a de l'argent pour payer une augmentation de 30 % aux potentats milliardaires de la sidérurgie, il faut obliger le patronat à payer aussi notre force de travail, qui a subi une dévalorisation bien supérieure à 30 %. On nous présente souvent la puissance des trusts comme un épouvantail qui doit toujours nous écraser. Mais la classe ouvrière, unie dans la défense de ses revendications, n'est-elle pas plus puissante qu'un trust ? Nous avons le monopole de la force de travail, sans laquelle ces messieurs ne peuvent plus récolter des bénéfices. Malgré toutes les calomnies et toutes les manœuvres avec lesquelles on essaie de nous diviser, nous sommes décidés à mener notre lutte jusqu'au bout.

Pouvons-nous continuer à vivre en faisant toujours plus de sacrifices pour voir tous les jours notre situation s'aggraver ?

La revendication que nous formulons est une revendication générale qui intéresse tous les ouvriers. Les organisations dites ouvrières non seulement ne nous défendent pas, mais encore s'opposent à notre lutte. C'est à nous qu'il appartient de défendre nous-mêmes nos revendications :

- 1° 10 francs de l'heure sur le taux de base ;
- 2° Paiement intégral des heures de grève.

Seule, l'action peut nous donner satisfaction.

LE COMITE DE GREVE
élu par les grévistes en assemblée générale.

Pour le mouvement ouvrier depuis des dizaines d'années, le PREMIER MAI n'est pas une « Fête du Travail » mais un jour de combat.

La grève Renault peut redonner au 1^{er} mai son vrai visage

Ouvriers de chez Renault, montrez l'exemple à toute la classe ouvrière en manifestant demain :

- ★ contre les patrons de combat exploités
- ★ pour la contre-offensive ouvrière à de Gaulle
- ★ contre le gouvernement de coalition avec la bourgeoisie
- ★ pour le respect des volontés de la base.

10 FRANCS d'augmentation de l'heure, vrai minimum vital

SEULE LA GREVE GENERALE PEUT DONNER LA VICTOIRE A LA CLASSE OUVRIERE !

